

~~327.32 III~~

327.327

K3

COLLECTION POLITIQUE ET SOCIALE

---

**BORIS SOUVARINE**

---

**La Troisième**  
**Internationale**



**TYÖVÄENLIIKKEEN  
KIRJASTO**

PARIS  
EDITIONS "CLARTÉ"

12, RUE FEYDEAU, 12

1919

933225

15080

# APPEL AUX SOCIALISTES FRANÇAIS

Par Jacques SADOUL

---

La Troisième Internationale est fondée à Moscou. Il y a déjà plusieurs mois qu'a paru à Moscou un organe hebdomadaire des socialistes français intitulé : *La Troisième Internationale*. Bientôt, au plus tard dans quelques mois, la Troisième Internationale sera en France, comme dans tous les pays d'Europe, le nom d'un grand parti de la classe ouvrière, dont le drapeau servira de signe de ralliement à tous les éléments révolutionnaires.

Là-bas, en France, des camarades cherchent encore une résolution : ils hésitent encore. L'acte historique accompli le 4 mars par la conférence communiste internationale, les entraînera, les obligera à choisir enfin entre le vieux monde qui meurt et la nouvelle société naissante. Il les aidera à comprendre qu'ils sont devant le dilemme : ou la continuation du régime actuel qui mène l'humanité à sa perte définitive, à la pauvreté et à la barbarie — ou la victoire du socialisme, c'est-à-dire la réalisation de tous les rêves, de toutes les aspirations du prolétariat.

Ce ne sera pas seulement nos camarades socialistes qui le comprendront, mais tout le peuple français, dans ses éléments les plus sains, que la victoire et le chauvinisme n'ont ni aveuglés, ni enivrés. Le problème est posé trop nettement pour que les masses ouvrières ne comprennent pas quelle doit être leur résolution. La société capitaliste a

violé toutes ses promesses démocratiques. Plus encore : elle n'est pas capable de tirer le pays du mauvais pas qu'elle lui a fait faire.

Les producteurs, après la victoire qu'ils auraient, soi-disant remportée, se trouvent face à face avec l'épuisement économique du pays, en présence duquel la conservation de la petite industrie avec tous ses désavantages — concurrence, folle dépense de richesse et de travail — devient désormais impossible. Pour que les capitalistes puissent exister, ils doivent supprimer jusqu'au dernier les petits industriels, s'organiser en trusts, instituer des monopoles. Telles sont les intentions des plus gros capitalistes français : pour continuer son existence, pour prolonger son agonie, le capitalisme doit renforcer sa concentration, réaliser une énorme socialisation — qui lui est propre — à son profit. De la sorte, le caractère rapace et cruel de la société capitaliste devient clair. Instruites par l'évidence de ces faits, les classes opprimées ouvrent les yeux et constatent enfin la banqueroute de la société bourgeoise.

Au point de vue financier, quel régime pourrait résoudre le problème de la liquidation de dizaines et de dizaines de milliards de billets de crédit, mis en circulation pendant la guerre, sans recourir au moyen révolutionnaire — à l'annulation des emprunts d'État ?

Au point de vue politique, qui ne voit l'abîme de réaction où la dictature bourgeoise a conduit la France ? Précisément, la dictature : un Parlement élu avant la guerre et qui, à ce moment déjà, n'était sous aucun rapport le représentant des masses populaires, a continué à diriger les affaires du pays tandis

que. pendant cinq années entières les ouvriers et les paysans n'ont pas eu le moyen d'exprimer leur opinion; un régime de caserne détruisant sous le prétexte de défense nationale les libertés les plus précieuses (censure, emprisonnements, exils). Clemenceau règne et tout est dit en ces deux mots.

Continuer à marcher dans cette voie, ce serait mener le pays à sa perte par le chemin le plus court.

Non, ce n'est pas ce que voulait le peuple français. Le gouvernement l'a trompé. Il voulait autre chose.

Nous n'étions pas entrés en guerre pour conquérir la rive gauche du Rhin et la Syrie ou pour étouffer la révolution en Allemagne et en Russie. Nous avions déclaré la guerre à la guerre, nous voulions la justice et la paix.

Que l'on nous ait encore une fois trompé, soit. Ce n'est pas tant les hommes que la société. Telle est la logique du système voué à se contredire lui-même et à réfuter ses propres principes.

Ce système annonce la paix et éternise la guerre. Il promet le désarmement et déclare la nécessité d'augmenter les armées permanentes. Il prêche l'équité et opprime à l'intérieur tous les travailleurs, mène à l'extérieur une politique d'écrasement à l'égard de tous les peuples faibles.

Non, les hésitations auront une fin. Un abîme se creusera entre les aveugles et les voyants, entre les exploités désespérément cramponnés à leurs bénéfices et les ouvriers aspirant au bien-être et à la vie. Après la proclamation de la Troisième Internationale, les ouvriers se presseront dans ses rangs. Les regards de la France laborieuse sont déjà tournés vers le Kremlin — son centre et son appui.

Il y a déjà en France un petit groupe de candidats au communisme. Son influence est déjà plus grande que le nombre de ses adeptes. Il entraînera bientôt les masses populaires, abandonnant toujours plus les leaders du socialisme officiel, désavouant, attaquant ces traîtres social-patriotes et ces timides brouillons. La question russe fournit justement l'occasion à ce mouvement. On sait l'émotion provoquée dans les masses populaires en France par l'intervention de la France dans les affaires de la Russie des Soviets. Et qui peut dire combien de soldats français débarqués à Odessa, Arkhangelsk ou envoyés à Omsk pour étouffer la révolution russe reviendront en France « empoisonnés par le bacille bolcheviste », conquis au communisme.

Quoiqu'il en soit, en dépit de l'appui des traîtres du socialisme, la société capitaliste est définitivement condamnée. La guerre et ses conséquences, l'impossibilité de résoudre avec les ressources présentes les nouveaux problèmes ont déblayé la route pour la marche victorieuse de la Troisième Internationale. En France, une large route s'ouvre devant elle. Les exclamations de bienvenue qui accueillent déjà depuis deux ou trois mois les nouveaux mots d'ordre du parti révolutionnaire français, les cris de : « Vive Lénine ! Vive Trotsky ! Vive la République des Soviets ! Vive la dictature du Proletariat ! » qui retentissent maintenant dans tous les meetings ouvriers, montrent qu'il y a quelque chose de changé, que dans le cœur des prolétaires la flamme qui exaltait nos grands aïeux s'est rallumée. La Révolution s'avance en France. « Vive la Troisième Internationale ! »

**Jacques SADOUL.**

## L'Eclipse de l'Internationale

le 4 Août 1914.

Le 4 août 1914, l'organisation internationale des travailleurs avait vécu. Parmi le fracas des mobilisations, des branle-bas de combat, des clameurs guerrières, les peuples n'entendirent pas la voix qui eût dominé le tumulte sauvage de la barbarie effervescente, la voix qui devait proférer le mot d'ordre socialiste : *Guerre à la guerre*. Ce cri de révolte de l'élite des prolétaires animés de l'esprit de solidarité universelle des exploités contre leurs maîtres eut été, à n'en pas douter, couvert par le vacarme monstrueux des machines à tuer et vite étouffé sous le poids des censures et des lois martiales : *mais il eût tenu en éveil des milliers de consciences qui en eussent elles-mêmes éveillé des milliers d'autres*. La résistance à la guerre serait née au lendemain des déclarations de guerre, au lieu de surgir des années plus tard. Et les gouvernants eussent compté dès la première heure avec des forces d'opposition que chaque jour de souffrances eut renforcées jusqu'à leur donner la puissance révolutionnaire. Mais l'Internationale s'est tue.

L'Internationale, c'est-à-dire non pas ses éléments constitutifs dans leur totalité, mais son organisation, ses cadres, ses représentants, dont l'indignité mise en évidence par des événements auxquels ils se sont soumis, ne s'est pas démentie depuis ce jour de honte indicible.

Les hommes qui avaient reçu mission de dénoncer le capitalisme et ses crimes oublièrent en un instant le

capitalisme et ses crimes. Ils puisèrent dans la presse dispensatrice du mensonge à tant la ligne leurs raisons de n'être plus socialistes, c'est-à-dire de devenir parjures et d'être patriotes, c'est-à-dire de n'être plus humains, quand ils ne recueillirent pas les consignes dans les ministères bourgeois ou les palais royaux. Le credo socialiste : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*, leur devint impie, et ils tâchèrent à le faire oublier en adjurant ainsi leurs victimes : *Prolétaires, massacrez-vous*.

Pour pousser des hommes au carnage, il fallait des prétextes. Ils en répandirent à profusion. En Autriche, ils accusèrent le panserbisme. En Russie, ils proclamèrent la nécessité de défendre la Serbie menacée. En Allemagne, ils dénoncèrent le danger cosaque. En France, ils montrèrent la menace du militarisme prussien. En Angleterre, ils appelèrent au secours de la Belgique envahie. Partout, ils invoquèrent le Droit, la Liberté, la Civilisation. Partout, la « défense nationale » commandait d'accepter le joug de la guerre, d'obéir aux classes dirigeantes, de souffrir et de mourir pour la patrie.

Les « guides » des socialistes d'Europe, Jules Guesde, Hyndman, Plekhanov, Victor Adler, Scheideman, Vandervelde, qui nous avaient enseigné les principes de la lutte *des classes* et de la solidarité *de classe*, découvrirent des liens unissant les exploités et les exploités d'un même pays, et des intérêts communs aux maîtres et aux esclaves. Les intérêts capitalistes devinrent les intérêts de la « nation ». Et la collectivité fut identifiée à la nation, grâce au plus spécieux des sophismes, et au mépris des vérités socialistes les moins contestables. Ainsi les prolétaires furent-ils induits au crime pour sauvegarder les privilèges d'une oligarchie que le socialisme dénonce comme voleuse, spoliatrice et usurpatrice.

Ils n'ignoraient pas, ces « guides » de l'Internationale, que la guerre, sous quelque prétexte qu'elle éclate, est le fruit de la politique impérialiste de toutes les castes dirigeantes d'Europe.

Ils savaient que les péripéties de la semaine précédant l'ouverture des hostilités militaires sont d'importance secondaire et n'ont été que des occasions, et non des causes, de guerre.

Ils nous avaient appris eux-mêmes à discerner les raisons profondes, d'importance capitale, décisive, déterminante, qui rendent le régime capitaliste générateur de guerre, la guerre moderne n'étant que la forme violente des rivalités, des convoitises économiques qui divisent en clans adverses la société capitaliste.

Jusqu'à la veille de la guerre, ils préconisaient l'insurrection et la grève générale comme expressions suprêmes de la volonté de paix populaire. Ils disaient : *Pas un homme, pas un sou...* Ils répétaient : *Pas un centimètre carré de notre peau, pas une goutte de notre sang...* Les motifs de conflit ne valaient pas plus les os d'un fantassin français que ceux d'un grenadier poméranien. Ceux qui ne croyaient pas à l'efficacité de la grève générale disaient au peuple : *Prends le fusil, mais tourne-le contre tes exploités.*

Et tout à coup, le « devoir socialiste » changea d'aspect au point de ne pas conserver le moindre de ses traits caractéristiques. En vingt-quatre heures, il s'était complètement transformé. Il s'identifiait au « devoir national ». Il commandait d'agir exactement à l'inverse de nos mots d'ordre familiers. Il exigeait la participation résolue des socialistes à la guerre et leur imposait même de se porter « à la pointe du combat... » Il interdisait le « désordre » à l'arrière comme au front, c'est-à-dire les revendications, à plus forte raison la révolte.

Opposés à la guerre pendant la paix, les travailleurs devaient adhérer à la guerre pendant la guerre !

Telle fut l'attitude suggérée par les « chefs » de l'Internationale, à l'heure la plus tragique que les peuples aient jamais vécue, et alors que les conjonctures où l'Europe évoluait commandaient précisément la fidélité des socialistes aux principes qui font leur raison d'être.

Mais cette déchéance ne fut pas la défaillance d'un jour. Elle a été rendue irrémédiable par la politique

ultérieure de ces « chefs » à jamais disqualifiés, dont nous avons dit plus haut que l'indignité ne s'est pas démentie, ce que nous nous proposons d'établir plus loin. Le désarroi provoqué par l'explosion d'août 1914 eut expliqué un égarement passager, et nous ne ferions pas aux défallants grief de leur défaillance s'ils s'étaient ressaisis, s'ils avaient répudié leur erreur, s'ils avaient tenté d'en corriger les effets et de rectifier leur tactique. Non : ils ont voulu légitimer leur volte-face. Ils ont essayé de justifier une attitude dans laquelle ils persistent. Ils ont fondé une politique sur leur aberration. De leur faute, ils ont fait une trahison.

En pratiquant la collaboration avec la bourgeoisie; en souscrivant à l'Union sacrée; en devenant co-responsables de la politique capitaliste de guerre; en acceptant les buts de guerre impérialistes; en combattant toute idée de Révolution prolétarienne autre que celles des « pays ennemis », ils ont fait plus que rompre définitivement avec le socialisme : *ils sont passés dans le camp de nos ennemis de classe.*

C'est parce que de nombreux socialistes n'ont pas encore la notion assez nette de ce fait, que nous écrivons à leur intention ces quelques pages. Nous y voulons rapidement étudier les causes de la mort de la Deuxième Internationale, afin de tirer profit des leçons qu'elle nous lègue. Nous y voulons combattre la peste dont nous environne son cadavre, c'est-à-dire le vestige des conceptions erronées, des sophismes néfastes qui lui survivent et que d'aucuns prétendent remettre en honneur. Nous voulons enfin esquisser l'organisation de la Troisième Internationale, qui repousse les idées et les hommes souillés par la guerre, qui appelle à elle tous les travailleurs révoltés et les socialistes dont le socialisme n'est pas à la merci d'un 4 août, la Troisième Internationale née de la guerre, trempée par les épreuves, sanctifiée par les Révolutions, et dont la force jeune sera demain irrésistible.

## **Grandeur et Décadence** **de la 2<sup>e</sup> Internationale.**

Si la politique postérieure au 4 août 1914 rendit irrémédiable la déchéance de la Deuxième Internationale et de ses chefs, *sa politique antérieure l'avait rendue inévitable*. Gangrenée d'un opportunisme que dissimulait une terminologie marxiste révolutionnaire, minée par le doute en présence des problèmes essentiels, se bornant à puiser dans l'équivoque et les contradictions des solutions qui ne résolvaient rien, l'organisation internationale des travailleurs devait s'écrouler au premier choc.

Certes, nous ne méconnaissons pas la grandeur de son rôle pendant les dix dernières années du dernier siècle et les dix premières de celui-ci. Nous n'ignorons pas la mission éducatrice considérable qu'elle a remplie. Nous n'oublierons jamais l'influence spirituelle bienfaitrice qu'elle a exercée sur l'Europe et sur le Monde. Et qui, hormis les tenants du régime bourgeois, nierait son action pour la paix et la libération du Travail? Mais cette étape historique est franchie. Mais le salut du prolétariat, auquel les socialistes ont voué leur vie, exige que nous jugions sans faiblesse nos fautes. Mais l'avenir nous commande de rompre les liens qui nous attachent au passé, et l'Internationale nouvelle nous arrache à l'Internationale qui n'est plus.

Si notre grande organisation d'hier est morte, elle n'a pas été tuée par la guerre. Elle portait en elle les germes de sa décomposition. Les conditions historico-politiques où elle est née et s'est développée l'ont affligée de ferments mortels. Ainsi que l'a très justement observé Charles Rappoport, elle avait à l'origine « une âme de vaincue »; la défaite de la Commune de Paris,

l'implacable répression bourgeoise, le découragement qui suivit, planaient sur elle et l'obsédaient.

La Première Internationale avait été celle des théoriciens... et des déchirements. La seconde fut celle des recruteurs... et de l'unité. Le souci du grand nombre hantait les socialistes des « années 80 ». Ils se consacrèrent surtout à cette besogne, cherchèrent à grossir les effectifs de nos partis, inspirés qu'ils étaient de la préoccupation d'éviter un nouveau désastre prolétarien. L'idée d'invincibilité du nombre les guidait : ils sous-estimaient l'importance des crises économiques qui peuvent conférer la suprématie politique aux élites révolutionnaires, et n'évaluaient pas à sa valeur l'homogénéité de la doctrine qui permet à ces élites de réaliser leur programme et de gagner ainsi l'adhésion des masses.

Acharnée à la tâche du recrutement, soucieuse de donner à ses contingents la pâture des satisfactions immédiates, la Deuxième Internationale *perdit de vue, peu à peu, le but final du socialisme*. Elle oublia l'enseignement lumineux de Marx et Engels qui recommandent à leurs disciples *de mettre en avant, en toutes circonstances où le prolétariat revendique et proteste, la nécessité d'une transformation radicale du régime de la propriété*.

Sous prétexte de réalisme, elle répudia l'action « illégale » comme dangereuse et considéra l'éventualité de la prise révolutionnaire du pouvoir à la faveur de circonstances catastrophiques, comme une utopie. Sous prétexte d'éducation et d'organisation préparatoires, elle sacrifia l'entraînement révolutionnaire des masses. Elle fit du bulletin de vote et du parlementarisme les armes essentielles du prolétariat, reléguant l'action des masses comme moyen auxiliaire d'emploi périlleux.

Pourtant, si le socialisme prescrivait de mener le combat politique, rien ne permettait d'identifier cette lutte au parlementarisme. Au contraire, notre doctrine n'impliquait l'action électorale que comme mode d'agitation, et l'action parlementaire comme adjuvant de l'action directe.

Electoralisme et parlementarisme ne devaient être que

moyens de propagande, qu'aspects particuliers de l'action politique. Jules Guesde, à l'époque où il puisait dans le marxisme son inspiration, disait que la lutte à coups de bulletins n'était qu'une préparation à la lutte à coups de fusils. (*Congrès de Nancy 1907*). Cette formule et tant d'autres restèrent platoniques.

Le réformisme, en apparence vaincu au Congrès international d'Amsterdam, triompha de ceux qui l'avaient terrassé en les imprégnant de son esprit. Les succès électoraux grisèrent les partis au point de leur donner une sorte de sentiment de sécurité et l'assurance d'une victoire certaine par l'accroissement normal, progressif, du chiffre des suffrages et du nombre d'élus socialistes. Ils oublièrent les leçons de l'Histoire, dégagées par Marx, le rôle décisif de la force « accoucheuse des sociétés », le caractère de plus en plus oppressif de l'Etat à mesure qu'un transfert de la puissance politique d'une classe à l'autre est plus imminent, l'inévitabilité d'un sursaut de volonté conservatrice chez les privilégiés à l'approche du danger.

Bercés par une quiétude trompeuse, ils n'accordèrent pas à l'impérialisme et aux menaces de guerre l'attention qu'une rigoureuse logique eût commandée. Au lieu d'envisager l'impérialisme comme un attribut du capitalisme, inséparable du régime auquel son sort est lié, nos chefs parlementarisés le considérèrent comme une erreur de politique bourgeoise, une faute à laquelle les classes dirigeantes renonceraient si nous leur démontrions qu'elle nuit à leurs intérêts. Le réformisme fit naître cette notion imprécise, inavouée, mais réelle, *de la possibilité de réformer la bourgeoisie et sa politique*.

Nombreux furent les socialistes qui attendirent de la bourgeoisie le désarmement et la paix, comme plus tard, au paroxysme de l'aberration, ils attendirent de l'influence du président Wilson ces bienfaits que le socialisme attend exclusivement de la mission du prolétariat. Une telle hérésie montre que l'on ne fait pas sa part au réformisme : le socialisme doit l'éliminer ou périr.

Inspirés de cet esprit qui respectait *la forme* d'expression marxiste en la vidant du *contenu* révolutionnaire,

qui étouffait la flamme en ne conservant que les cendres, *des socialistes légitimaient l'expansion coloniale*, aspect détestable de l'impérialisme, en affirmant la nécessité pour les colonies de traverser la phase de production capitaliste avant d'abolir leur asservissement. La plus cynique affirmation de cette thèse fut celle des réformistes italiens, chassés du parti lors de l'expédition en Tripolitaine.

Enfin, devant la perspective d'une guerre européenne, la méconnaissance du principe fondamental de la lutte des classes fut révélée. A côté des affirmations théoriques de la responsabilité du régime, formulées comme pour se débarrasser d'une corvée pénible, la Deuxième Internationale proclamait la nécessité de « défense nationale », de « défense du pays attaqué ». Emprunter ainsi à la terminologie bourgeoise des expressions que le langage socialiste traduit par *défense des privilèges capitalistes et sacrifice des prolétaires aux intérêts de la classe qui les opprime, à une patrie qu'ils n'ont pas encore conquise*, n'était-ce pas déjà le renoncement à l'opposition révolutionnaire, renoncement dont les oligarchies possédantes allaient bientôt profiter?

Il est vrai que l'Internationale prescrivait aussi une agitation populaire pour mettre fin à la guerre et précipiter la chute du capitalisme. *Mais c'est précisément là une contradiction mortelle*. Défendre la « patrie » bourgeoise exclut toute hypothèse de révolution : les événements l'ont implacablement prouvé.

L'adhésion à la « défense nationale » entraîne la subordination de toutes les espérances prolétariennes à la victoire d'un impérialisme sur l'impérialisme concurrent, la collaboration des classes pour le profit de la classe privilégiée, la participation au pouvoir, le vote des crédits, etc., etc., mais écarte toute éventualité d'insurrection « devant l'ennemi ». Si les fumées du nationalisme ont longtemps obscurci ces vérités, elles apparaissent aujourd'hui dans une lumière si crue que le simple exposé des événements constitue le plus accablant des réquisitoires contre l'opportunisme et ses champions.

## Les Socialistes français et allemands fossoyeurs de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Quand les premiers jours d'août 1914 virent s'accomplir l'irréparable, c'est-à-dire lorsque les prévisions socialistes annonçant l'inévitable transformation de la concurrence capitaliste en guerre impérialiste se réalisèrent, *les deux fractions de l'Internationale auxquelles incombaient l'essentiel de la résistance aux entreprises des gouvernants renoncèrent à toute résistance.*

La fraction allemande, qui avait dénoncé la politique de l'Empire et de son allié autrichien, qui avait flétri chanceliers et ministres, hobereaux et junkers pangermanistes, qui avait avec véhémence condamné l'ultimatum à la Serbie comme provocateur de guerre, accepta le fait accompli, se soumit à la guerre, aux dirigeants, au régime. Sa représentation au Reichstag vota unanimement les crédits, à l'exception d'un membre, Fritz Kunert, qui quitta ostensiblement la salle des séances (ce fait nous fut d'ailleurs caché pendant toute la durée de la guerre).

La fraction française, qui avait dénoncé la politique de la République et de son alliée russe, qui avait flétri le président Poincaré et ses ministères, les diplomates et les financiers nationalistes, qui avait avec véhémence condamné l'alliance avec la Russie comme entraînement à la guerre, accepta également le fait accompli, se soumit à la guerre, aux dirigeants, au régime. Sa représentation à la Chambre vota unanimement les crédits.

Les serments d'autrefois étaient oubliés, la solidarité internationale des travailleurs avait disparu : la solida-

rite nationale des exploiters et des exploités était en vigueur.

En Allemagne et en France, il se trouva quelques éléments d'opposition à l'abdication des partis et des chefs, mais d'abord en nombre infime. Ils surent profiter des occasions favorables pour exprimer leur fidélité au socialisme international et ressusciter l'esprit révolutionnaire. Ils surent s'insurger contre la « discipline socialiste », au nom de la doctrine socialiste. Leur indiscipline envers les partis sauva l'honneur du socialisme en Allemagne et en France, sauva le socialisme lui-même.

Mais pendant longtemps leur voix fut étouffée et les traîtres au socialisme parlèrent seuls au nom du socialisme, de façon à être entendus. Ils parlèrent, ils écrivirent, ils agirent, pour le malheur du prolétariat, pour leur honte éternelle.

S'ils avaient renoncé aux affirmations socialistes par impuissance devant le chauvinisme déchainé, du moins eussent-ils dû se taire, se réserver, en guettant le moment propice au cri de protestation socialiste. Ils pouvaient ne pas mettre en œuvre leur programme, mais ils ne devaient pas le renier !

Ils le renièrent. Ils ne subirent pas la guerre, ils l'acceptèrent, puis l'approuvèrent, puis la justifèrent, puis la magnifièrent et ainsi la prolongèrent. Après le vote des crédits, symbole du renoncement à l'opposition, ce fut en France l'entrée des socialistes au gouvernement bourgeois, en Allemagne l'appui actif donné au gouvernement impérial. Ce fut le refus de renouer les liens internationaux. Ce fut l'acceptation de l'omnipotence des états-majors, de la dictature des profiteurs de guerre, de la censure, de l'état de siège, de la guerre « jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'à la satisfaction des appétits impérialistes. Ce fut enfin l'adhésion active à la contre-révolution.

Dans leur apostasie, ils adoptèrent toutes les thèses bourgeoises, qu'ils avaient auparavant dénoncées. Ils firent leur la théorie du premier agresseur, les Allemands considérant la mobilisation russe, les Français l'attaque prussienne, comme l'événement principal justi-

fiant leur nouvelle attitude. Ils feignirent d'oublier que, suivant la lumineuse formule de Montesquieu, *le véritable responsable d'une guerre n'est pas celui qui la déclare, mais celui qui la rend inévitable*, et que c'est le régime actuel, pour nous socialistes, qui rend la guerre inévitable.

Une des caractéristiques de leur politique fut la répudiation de la politique internationale commune à tous les partis socialistes. Chaque catégorie d'opportunistes prétendait que son pays était dans une situation spéciale légitimant une politique spéciale. Chacune était révolutionnaire... pour le pays voisin. Les opportunistes français applaudissaient à la révolte de Karl Liebknecht et les opportunistes allemands approuvaient les protestations des internationalistes français. De part et d'autre, hideuse hypocrisie.

Logiques dans l'opportunisme, Vandervelde, Jules Guesde, Albert Thomas, etc., adjuraient le peuple russe de ne pas se révolter, de se soumettre docilement au tsarisme. *La guerre d'abord, la République plus tard*, dit Guesde. La Révolution russe fut un crime contre la cause des alliés, donc de la Justice et du Socialisme, du point de vue de nos social-patriotes. Par contre, la Révolution allemande fut un bienfait. Au contraire, du point de vue social-patriote allemand, les Révolutions de Russie furent des bienfaits, celles d'Allemagne et d'Autriche furent autant de crimes.

Ainsi, l'opportunisme conduit les socialistes à épouser les intérêts de leurs bourgeoisies respectives, et les socialistes révolutionnaires ne peuvent combattre les uns sans combattre les autres. *Ils doivent d'autant moins ménager les opportunistes que ceux-ci sont plus dangereux que les ennemis déclarés du socialisme, en raison du masque socialiste dont ils s'affublent.*

## La Renaissance de l'Internationale sur les ruines de l'Internationale.

Il faut constater que les partis socialistes de France, d'Allemagne et de Belgique, qui firent cause commune avec la bourgeoisie, étaient avant la guerre des *partis unifiés*. En d'autres termes, ils avaient comme souci dominant de conserver leur Unité, au prix de concessions réciproques entre tendances, concessions qui laissaient subsister, derrière la façade des motions d'unanimité, les désaccords profonds rendant toute action commune impossible. Le résultat évident de cette tactique fut de grands succès électoraux et... une abdication complète à l'heure décisive.

*Au contraire, dans tous les pays où les fractions socialistes conservaient leur organisation distincte répondant à des conceptions différentes, l'internationalisme révolutionnaire s'affirma plus fortement que jamais.*

En Russie, les social-démocrates bolcheviks et mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, luttèrent contre la guerre. La trahison se réduisit à celle de quelques individualités qui n'engageait pas leurs partis. La social-démocratie de Pologne et de Lithuanie adopta l'attitude des bolcheviks, le Bund celle des mencheviks. Le parti socialiste polonais de gauche, qui avait rompu avec la fraction de droite, resta fidèle à lui-même, tandis que la droite adhérait à la guerre.

En Grande-Bretagne, le *British Socialist Party* et l'*Independent Labour Party*, protestèrent contre la guerre. La trahison d'Hyndman et d'une poignée de ses amis resta sans influence.

En Italie, le parti socialiste, qui avait su rompre avec les réformistes, demeurait socialiste et internationaliste, tandis que la fraction réformiste se solidarisa avec le nationalisme italien.

En Bulgarie, les social-démocrates dits « étroits » pour leur intransigeance doctrinale, en Serbie et en Roumanie les partis socialistes-démocrates, restèrent irréductiblement opposés à la guerre.

Enfin, aux Etats-Unis, le *Socialist Labor Party* et le *Socialist Party*, réfractaires au chauvinisme, demeurèrent partis de lutte de classes et de révolution. Les quelques « intellectuels » qui approuvaient l'intervention guerrière durent quitter le parti.

En France et en Allemagne, où les partis unifiés abdiquèrent du jour au lendemain leur indépendance et leur rôle d'opposition révolutionnaire, le lourd appareil des organisations écrasa les minorités en qui s'incarnait la conscience socialiste. Ces minorités grandirent et se fortifièrent cependant, dans la mesure où elles surent se délivrer d'une discipline dont la lettre tuait l'esprit.

En Allemagne, quelques semaines après la déclaration de guerre, Karl Liebknecht entra en lutte contre l'Empire, le régime capitaliste, l'impérialisme allemands, et contre la social-démocratie traîtresse. A ses côtés, Rosa Luxembour, Franz Mehring, Otto Rühle, Paul Lévy, Clara Zetkin, Karl Radeck, et tant d'autres moins connus, entreprirent la tâche historique d'arracher le peuple allemand à l'esprit militariste, à la soumission patriotique, à la docilité aux suggestions des renégats du socialisme, et de le conduire à la Révolution. Les annales du socialisme international et du progrès humain enregistreront les noms de ces héros à l'égal des plus grands.

En France, dès novembre 1914, Pierre Monatte dénonçait la politique de guerre des dirigeants syndicaux et démissionnait du Comité confédéral. Avec lui, Merrheim, puis Bourderon et d'autres syndicalistes restés fidèles à l'Internationale, à son idéal de paix et de solidarité entre peuples, à ses principes de lutte contre la classe possédante, préconisaient de renouer les relations internationales et de restaurer la tactique traditionnelle. A l'occasion de la convocation d'une conférence des socialistes des pays neutres à Copenhague (novembre 1914), de la déclaration de Liebknecht au

Reichstag (2 décembre 1914), de la conférence socialiste et syndicale des pays alliés (Londres, février 1915), ils s'efforcèrent de faire écho aux appels pacifistes lancés du Danemark et d'Allemagne et de faire de la conférence interalliée un premier pas vers la Conférence internationale. Dans le parti socialiste, ce furent, avec Bourderon, Fernand Loriot, Charles Rappoport, puis Louise Saumonneau, Alexandre Blanc, secondés par des militants obscurs mais d'indéfectible dévouement, qui constituèrent le groupe d'opposition.

A côté de ces artisans de la Nouvelle Internationale, des socialistes plus hésitants mais hantés de nobles scrupules et d'une notion imparfaite du devoir socialiste, réagirent contre le reniement intégral des majorités. En Allemagne, ce fut « l'Opposition dans l'organisation », dirigée par Haase, Ledebour, Kautsky, Hoffmann, Bernstein, Louise Zietz, Dittmann, etc. En France, ce fut la « Minorité », avec Brizon, Raffin-Dugens, Longuet, Pressemane, Mistral, Mayéras, Paul Faure, Verfeuil, Delépine, Maurin, Dunois, etc. Ces deux fractions, que la logique socialiste effrayait, qui n'osaient pas adopter les principes et la tactique nettement révolutionnaires, qui restaient soucieuses de sauvegarder « l'Unité » avec les traîtres et se condamnaient ainsi à l'impuissance, jouèrent pourtant un rôle utile par leur résistance au chauvinisme. Celle d'Allemagne se montra plus active et plus vigoureuse que celle de France, brisa l'unité néfaste de la social-démocratie pour former le Parti Indépendant, fit appel au soulèvement populaire, de la tribune du Reichstag.

Ces groupements dont l'esprit socialiste n'était pas obnubilé par la guerre, exerçaient leur effort sans vue d'ensemble, sans coordination, de même que les partis ou fractions socialistes des pays neutres (Suisse, Hollande, Suède, Norvège, Grèce, Portugal) qui s'inspiraient des mêmes idées. Des conférences internationales étaient nécessaires. La première fut réunie à Zimmerwald, le 5 septembre 1915 : lieu et date d'importance primordiale désormais dans l'Histoire socialiste.

Zimmerwald, Kienthal,

Stockholm, Moscou.

Les Partis socialistes suisse et italien, pour rétablir le contact entre socialistes internationaux et déterminer une action commune contre la guerre, multiplièrent les tentatives. En septembre 1914, la Conférence de Lugano confiait au Parti suisse la mission de rétablir les relations entre les partis frères d'autrefois, devenus belligérants et neutres. Des efforts du même ordre étaient tentés par Troëlstra. Le *Socialist Party* d'Amérique suggéra la réunion d'un Congrès à Washington, en proposant d'en assumer l'organisation et les frais. Ces projets échouèrent par l'hostilité des Français et des Belges.

Le Parti suisse tenta d'assembler à Zurich les socialistes des pays neutres : ce fut un nouvel échec. En même temps, le Parti italien envoyait en France Morgari, avec mission de demander la réunion du Bureau Socialiste International. Le 19 avril 1915, Morgari eut, au siège du Parti socialiste, à Paris, une entrevue avec Vandervelde, président du B. S. I. et les dirigeants du Parti. Il se heurta au refus systématique des social-patriotes français et belge. Renaudel déclara que l'Internationale était *otage, pour le droit et pour la justice (sic)*. Et Vandervelde répondit à Morgari, qui disait que les socialistes fidèles au socialisme se réuniraient quand même : *Nous l'empêcherons.*

C'est alors qu'il apparut que toute tentative de reconstituer l'Internationale avec les éléments qui l'avaient trahie serait stérile et vaine. *Il ne restait qu'à réunir les partis et fractions de partis restés socialistes et inter-*

*nationalistes*. Le 15 mai 1915, le Congrès de Bologne décidait de convoquer une Conférence internationale au mépris de la résistance des partis officiels. Le 11 juillet eut lieu à Berne une réunion préliminaire, où le caractère et le but de la Conférence furent établis : *on y fut d'accord pour déclarer que l'initiative des Partis italien et suisse ne visait pas à créer une Internationale nouvelle. Seuls, à cette époque, Lénine et les bolcheviks avaient assez de clairvoyance pour discerner la nécessité de fonder la Troisième Internationale.* Mais leur influence ne prévalait pas encore. Du moins leur concours fut-il précieux pour l'organisation de la Conférence.

Du 5 au 8 septembre, eut lieu, à Zimmerwald, la Conférence qui fut la première manifestation de vie de l'Internationale renaissante, et qui jeta le grand cri de paix. Quelques jours avant la réunion, Morgari avait fait une suprême tentative auprès des socialistes français pour obtenir leur participation à la Conférence, ou tout au moins l'envoi d'un délégué comme simple assistant, pour exercer, suivant l'expression de Morgari, « un honnête espionnage », arguant de la présence exclusive des « minoritaires » allemands. *Il essuya de nouveaux refus, y compris celui de Pressemane.*

La Conférence, où Bourderon et Merrheim représentaient seuls le socialisme et le syndicalisme français, vota un manifeste qui dénonçait l'impérialisme comme générateur de la guerre, dévoilait les véritables buts de guerre des deux coalitions capitalistes (vols de territoires, mainmise sur les richesses du sous-sol, conquête de marchés et de débouchés, pillage et spoliation, assujettissement des peuples aux oligarques bourgeois), hypocritement baptisés *défense nationale* pour la circonstance, et appelait les prolétaires de tous les pays à une solidarité effective, sur le terrain de la lutte de classe, pour imposer la paix.

Les « majoritaires » de France et d'Allemagne attaquèrent avec haine et fureur les zimmerwaldiens, les accablèrent d'injures et de sarcasmes, après avoir tenté la conspiration du silence. Mais l'idée internationaliste

et pacifiste était en marche, rien ne pouvait l'arrêter. Toutes les censures coalisées ne purent empêcher le réveil des prolétariats.

Du 24 au 30 avril 1916, une deuxième Conférence zimmerwaldienne fut réunie, à Kienthal. Trois députés français, Brizon, Blanc et Raffin-Dugens, y représentaient le socialisme français, les passeports ayant été refusés aux militants ouvriers. La Conférence de Kienthal confirma les résolutions de Zimmerwald en les précisant. Elle insista sur le fait que *la paix véritable sera une conséquence du socialisme*, et invita le prolétariat à entrer résolument en lutte contre le régime capitaliste. Mais, tout en flétrissant l'attitude du Bureau Socialiste International, elle n'alla pas jusqu'à prononcer l'obligation absolue de rompre avec lui. Avec les précisions dans les directives d'action, des divergences de vues s'étaient précisées : deux tendances se manifestaient parmi les zimmerwaldiens.

*La gauche*, dont Lénine était l'interprète, considérait comme définitive la déchéance des social-patriotes et prévoyait la nécessité de fonder la Troisième Internationale.

*La droite* croyait encore possible l'action commune avec les traîtres repentis.

La gauche était révolutionnaire. La droite n'était que pacifiste. *Les événements ont irréfutablement prouvé que la gauche avait raison : ce sont les révolutions qui ont mis fin à la guerre, et il apparaît clairement que la guerre mondiale renaîtra si la révolution mondiale ne la prévient pas.*

En minorité à Kienthal, la gauche fit prévaloir ses vues à la troisième Conférence zimmerwaldienne, réunie à Stockholm le 12 septembre 1917. La résolution votée appelait les travailleurs du monde à la lutte révolutionnaire permanente pour l'affranchissement de l'Humanité. Deux mois plus tard, les circonstances s'y prêtant et leur volonté les y incitant, les bolcheviks, principaux éléments de la gauche zimmerwaldienne, passaient de la théorie à la pratique et entreprenaient la réalisation de leur programme.

La Révolution bolchevique a permis d'apprécier les Partis et les hommes du socialisme. *La guerre avait été la pierre de touche de leur BONNE VOLONTÉ. La Révolution russe fut la pierre de touche de leur VOLONTÉ.* L'organisation formelle de la Troisième Internationale — celle-ci existant déjà en fait — est une inéluctable conséquence de cette *volonté* révolutionnaire.

En prenant l'initiative d'organiser à Moscou le premier Congrès de la Troisième Internationale, *avec l'assentiment et le concours actif des membres de la Commission élue par les conférences zimmerwaldiennes*, le parti bolchevik a accompli une tâche nécessaire en accord de pensée avec tous les socialistes internationaux qui croient à la nécessité d'une révolution prolétarienne *et qui la veulent.*

Qu'importe que des hommes qui contribuèrent à l'action de Zimmerwald et de Kienthal s'opposent aujourd'hui à la Troisième Internationale, en laquelle ils ne reconnaissent pas la conséquence logique des idées qu'ils exprimaient hier? A certaine heure, ils ont reflété l'esprit de l'avant-garde du prolétariat; d'autres traduisent aujourd'hui ses aspirations révolutionnaires libératrices. Les hommes passent, les idées restent, se précisent et trouvent de nouveaux interprètes.

*Le 2 mars 1919, à Moscou, le Congrès des partis communistes (ainsi nommés pour se différencier des partis socialistes réformistes) décidait de se constituer comme III<sup>e</sup> Internationale et fondait « l'Internationale Communiste », nom officiel de la nouvelle organisation.*

Ce congrès décidait aussi :

*Que la constitution définitive de l'Internationale Communiste incomberait au prochain Congrès, (la formation actuelle n'étant donc que provisoire),*

*Que la direction de l'I. C. est confiée à un Comité exécutif, composé d'un représentant de chacun des partis affiliés,*

*Que les partis adhérant à l'I. C. avant le deuxième Congrès ont droit à un siège au Comité exécutif.*

Ainsi, le Premier Congrès de l'Internationale Communiste avait le souci de ne pas imposer de cadres immuables aux partis dont il attendait le ralliement et réservait la fondation définitive de la III<sup>e</sup> Internationale pour l'accomplir avec le concours de tous les groupements adhérents.

Ceci pour l'organisation. Il nous reste à envisager les principes et l'action de la Nouvelle Internationale.

## L'Internationale Communiste, son programme et ses forces.

Dans cette mince brochure où nous ne prétendons pas exposer complètement et étudier à fond le problème de l'Internationale, mais seulement l'évoquer en soulignant ses traits essentiels, nous devons nous borner à traduire rapidement, et sous une forme concise, les idées proclamées par l'*Internationale Communiste*. Elles sont exprimées avec vigueur et clarté dans le *Manifeste* et les *Résolutions* du premier Congrès.

L'Internationale Communiste déclare que l'heure de la « lutte finale » entre le prolétariat et la bourgeoisie, annoncée par le *Manifeste communiste* de 1848, est enfin arrivée. Elle s'assigne comme tâche « de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial, et par là même de faciliter et de hâter la victoire de la Révolution communiste dans le monde entier ».

Elle impute les responsabilités de la guerre au régime capitaliste et à la volonté consciente des dirigeants de Russie, d'Allemagne, d'Autriche, d'Angleterre, de France, d'Italie et des États-Unis, responsabilités établies par les archives diplomatiques russes.

Elle voit dans les conséquences de la guerre la révélation saisissante des contradictions du régime capitalistes, la condamnation sans appel de la théorie du

« passage progressif du capitalisme au socialisme », soutenue par les réformistes. Ceux-ci contestaient la notion marxiste de la « paupérisation des masses », génératrice de révolution; or, la guerre met en évidence cette paupérisation, cet appauvrissement matériel auquel s'ajoute encore l'appauvrissement physiologique.

En outre, l'étatisation de la vie économique s'accomplit inéluctablement. Il s'agit de savoir qui sera le maître de la production étatisée, l'État bourgeois ou l'État prolétarien. Si la classe ouvrière ne veut pas être tributaire de la clique capitaliste, elle doit « s'emparer de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ».

Pour « abréger l'époque de crise que nous traversons », il faut instaurer « la dictature du prolétariat, qui ne regarde pas le passé, qui ne compte ni avec les privilèges héréditaires, ni avec le droit de propriété, qui, ne considérant que la nécessité de sauver les masses affamées, mobilise pour cela tous les moyens et toutes les forces, décrète pour tout le monde l'obligation du travail, institue le régime de la discipline ouvrière, afin de ne pas seulement guérir, en quelques années, les plaies béantes faites par la guerre, mais encore d'élever l'humanité à une hauteur nouvelle et insoupçonnable ».

L'Internationale Communiste répudie la prétendue « démocratie » bourgeoise comme une duperie. Les faits démontrent que dans les questions fondamentales dont dépend la destinée des hommes, *c'est une oligarchie financière qui gouverne*, grâce « aux armes du mensonge, de la démagogie, de la persécution, de la calomnie, de la corruption, de la terreur, que des siècles passés d'esclavage ont mises à sa disposition et qu'ont multipliées les prodiges de la technique capitaliste ». *La « démocratie » bourgeoise n'a pour objet que de désarmer les exploités en leur donnant l'illusion qu'ils disposent de moyens légaux pour imposer leurs revendications.*

Les partis socialistes-communistes doivent tendre à créer la démocratie prolétarienne qui supprimera les classes en abolissant les privilèges économiques, et dont

les organes sont les soviets, c'est-à-dire les *Conseils ouvriers et paysans*, nouveau type d'organisation du prolétariat se gouvernant lui-même. Ces soviets détiennent le pouvoir politique, l'organisation du travail et de la production étant attribuée aux syndicats professionnels en liaison avec les organes techniques du pouvoir des soviets.

Telles sont les idées directrices de l'Internationale Communiste, précisées dans le détail par les résolutions votées.

En résumé, suivant les expressions mêmes du *Manifeste*, « si la guerre de 1870 porta un coup à la Première Internationale en découvrant que derrière son programme social et révolutionnaire, il n'y avait encore aucune force organisée des masses, la guerre de 1914 a tué la Deuxième Internationale en montrant qu'au-dessus des organisations puissantes des masses ouvrières se tenaient des partis devenus les instruments dociles de la domination bourgeoise ». Et « si la Première Internationale a prévu le développement à venir et a préparé les voies, si la Deuxième Internationale a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la Troisième Internationale est l'Internationale de l'action des masses et de la réalisation révolutionnaire ».

Les principes, le programme et les appels de l'Internationale Communiste ont été systématiquement cachés aux masses populaires par les journaux et les orateurs bourgeois et social-opportunistes. En France, ils ne sont pas encore connus des foules et la prédominance des opportunistes ne repose que sur cette ignorance. Mais partout où ils furent divulgués et répandus, les organisations ouvrières socialistes entrent dans la Troisième Internationale, qui rassemble l'élite du prolétariat mondial. En voici l'énumération :

en Russie, en Finlande, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et Russie Blanche, en Ukraine, en Arménie, *les partis communistes*;

en Pologne, le *parti ouvrier communiste*, formé par la fusion de l'ancien parti social-démocrate avec le

parti socialiste polonais de gauche, détenteur de la majorité dans les conseils ouvriers;

en Allemagne, le *parti communiste* (spartakiste) et, depuis le 5 décembre 1919, le *parti socialiste indépendant*;

en Hongrie, le *parti des ouvriers communistes*, formé le 12 juin 1919 par la fusion de l'ancien parti social-démocrate avec le jeune parti communiste;

en Autriche, le *parti communiste*;

en Bulgarie, le *parti communiste* (anciens social-démocrates étroits), la plus puissante organisation du pays, depuis le Congrès du 25 mai 1919;

en Roumanie, le *parti communiste*, ancien parti social-démocrate;

en Grèce, le *parti socialiste ouvrier*, depuis le Congrès du 8 juin 1919;

en Yougo-Slavie, le *parti socialiste ouvrier*, formé par les partis de Serbie, Bosnie-Herzégovine, Dalmatie, Croatie, etc.;

en Italie, le *parti socialiste* (décision du 19 mars 1919) et l'*Union syndicale*;

en Suisse, la *fraction gauche du parti socialiste*; ce parti avait unanimement voté le 16 août, au Congrès de Bâle, la rupture avec la Deuxième Internationale et, par 318 voix contre 147, l'adhésion à la Troisième; mais le referendum annula cette dernière décision, 36.000 membres du Parti sur 60.000 n'ayant pas pris part au vote; d'où la situation équivoque de ce Parti, dont les meilleurs éléments sont depuis longtemps acquis à la nouvelle organisation;

en Hollande, le *parti communiste* (ancien parti social-démocrate) depuis le 29 juin 1919;

en Belgique, pays le plus rétrograde actuellement au point de vue socialiste, le *parti communiste* (fédération flamande), constitué le 12 octobre 1919, et les *Jeunesses socialistes* (jeunes gardes);

au Luxembourg, la *fraction gauche du parti socialiste*, numériquement égale à l'autre fraction;

en Suède, le *parti socialiste de gauche*, depuis le 12 juin 1919;

en Norvège, le *parti socialiste* quasi-unanime, depuis le 7 juin 1919;

au Danemark, le *parti socialiste ouvrier* et la *gauche du parti social-démocrate*, en minorité;

en Angleterre, le *British Socialist Party* (ancienne Social-Democratic Federation), la *Workers Socialist Federation*, le *Socialist Labour Party* d'Ecosse, la *South Wales Socialist Society*, et une importante fraction de l'*Independent Labour Party*;

en Irlande, le *parti socialiste révolutionnaire*;

en Espagne, la *gauche du parti socialiste*, qui a obtenu au Congrès du 13 décembre 1919, en faveur de l'adhésion à la Troisième Internationale, 12.500 voix, contre 14.000 à la droite, et la *Confédération nationale du Travail*, qui groupe un million de travailleurs;

aux Etats-Unis, le *Socialist Labor Party* uni aux *Industrial Workers of the World*, le *Communist Party*, le *Communist Labor Party*, une importante fraction du *Socialist Party*, celui-ci étant actuellement réduit à de faibles effectifs par la double sécession des communistes, et la *Socialist Propaganda League*;

au Mexique, le *parti communiste*, ancienne fraction révolutionnaire du parti socialiste;

au Brésil et en Argentine, les *partis communistes*;

en Australie, le *Socialist Party*;

en Afrique du Sud, l'*Industrial Socialist League*;

en Asie, des groupements importants dont l'organisation, paralysée par la tyrannie des despotes orientaux, est le plus souvent dirigée de l'étranger : les Japonais ont leur comité aux Etats-Unis, les Coréens en Russie, etc.

En outre, les plus importantes organisations des Jeunes socialistes et communistes appartiennent à l'Internationale Communiste. Du 20 au 26 novembre 1919 se réunit clandestinement à Berlin le premier Congrès de l'Internationale communiste des Jeunes. Quatorze groupements y étaient représentés, dont voici la liste :

Jeunesse communiste russe : 80.000 membres.

Jeunesse communiste de Pologne : 8.000 membres.

Jeunesse socialiste libre d'Allemagne : 35.000 membres.

Jeunesse socialiste d'Italie : 30.000 membres.

Jeunesse socialiste d'Espagne : 6.000 membres.

Jeunesse social-démocrate de Suède : 30.000 membres.

Jeunesse social-démocrate de Norvège : 12.000 membres.

Jeunesse social-démocrate du Danemark : 12.000 membres.

Jeunesse communiste prolétarienne de l'Autriche allemande : 1.000 membres.

Jeunesse communiste du territoire allemand de la Volga : 1.800 membres.

Jeunesse social-démocrate de Tchéco-Slovaquie (district de Kladno).

Jeunesse ouvrière communiste de Hongrie : 15.000 membres.

Jeunesse ouvrière de Roumanie : 6.500 membres.

Jeunesse socialiste de Suisse : 2.000 membres.

Plusieurs organisations adhérentes, comme celles de Belgique, d'Angleterre, des Etats-Unis, n'avaient pu envoyer de délégués, en raison des difficultés actuelles de communications.

Ainsi, en l'espace de quelques mois, malgré les obstacles opposés à la divulgation de ses appels, malgré l'immobilité imposée à ses propagandistes, la Troisième Internationale groupe la quasi-totalité des organisations du prolétariat révolutionnaire. Et le ralliement de celles qui s'attardent encore parce que les masses sont trompées par les chefs est visiblement imminent.

En France, les forces actives des syndicats ouvriers et du Parti socialiste sont acquises déjà à la Troisième Internationale et elles grossissent de jour en jour. Nous voulons croire que l'heure n'est pas éloignée où leur influence prévaudra partout.

*a Nous nous reconnaissons,* ont dit les communistes

réunis à Moscou, les continueurs directs des efforts et du martyre héroïques acceptés par une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. » Que les socialistes et syndicalistes français qui se reconnaissent comme les continueurs de l'œuvre entreprise au début du siècle dernier par les premiers communistes militants se rangent sous l'étendard de l'Internationale Communiste et reconnaissent pour leur point de ralliement la pourpre où brille l'or de la faucille et du marteau croisés, emblème de la République socialiste des soviets de Russie.





La Cootypographie  
Société Ouvrière d'Imprimerie)  
COURBEVOIE